

## Liminaire pour le CE du 04 décembre

Dans le contexte ambiant d'incertitude depuis l'annonce d'une "réforme" de l'AEFE en juillet dernier, nous, membres de la communauté éducative et scolaire sommes légitimement préoccupés.

Au-delà de ce qui peut se décider concrètement le 18 décembre prochain lors du CSA qui va valider le budget de l'Agence dont on connaît les difficultés depuis la décision de transfert de la prise en charge de la part patronale des pensions civiles à l'AEFE en 2009, ce qui a été esquissé le 27 novembre dernier n'est pour nous pas un soulagement. Même si les statuts des personnels et des établissements ne devraient pas être touchés pour la rentrée 2026, même si les établissements partenaires devraient contribuer davantage financièrement à l'AEFE, nous ne pouvons nous réjouir de la politique d'austérité qui nous attend.

D'ailleurs, alors que la question du budget est précisément ce qui cristallise nos inquiétudes, parents et employés, nous regrettons:

1°) de ne pas avoir reçu les documents concernant la présentation dudit budget dans les 8 jours réglementaires (alors qu'aucune urgence ne le légitimait);

2°) que les personnels n'aient pas été consultés lors des réunions pré-budgétaires en comité restreint comme cela était d'usage par le passé.

En effet, c'est précisément la question du budget, et du manque d'information sur ce qui nous attend qui gonfle la rumeur, l'inquiétude et ne profite à aucun membre de la communauté scolaire. Nous avons besoin aujourd'hui d'un vrai travail de pédagogie pour bien comprendre les enjeux derrière les chiffres et pouvoir en tant qu'élus mandatés par nos organisations respectives, transmettre en toute transparence ce qui nous aura été présenté en CE.

Réunis lors d'une AG historique lundi 1er décembre dernier, parents et représentants des personnels de tout statut font le même constat: le manque de visibilité à court, moyen, long terme. Nous avons besoin, plus que jamais, de sentir que nous faisons partie d'une même équipe, que nous avançons ensemble, que nous partageons le même désir de concrétiser le beau programme esquissé par le projet d'établissement, dont la conception a été un moment d'union riche et nécessaire. Le poids du désengagement de l'État de son opérateur public ne devrait pas porter sur les parents par le biais de la hausse de leurs frais de scolarité, pas plus que sur les personnels locaux soumis à un gel des négociations, pas plus que sur les personnels détachés indirectement menacés de non renouvellement de leur détachement. Ce sont précisément tous ces acteurs, à protéger, qui sont impliqués dans ces mêmes projets qui font la fierté de notre établissement, fondent son attractivité et servent l'État français bien au-delà de son soft power à l'étranger. C'est ce qui nous a poussé à nous mobiliser massivement lors de la journée de grève de mardi dernier.

En effet, l'opérateur public souffre de la politique "cap 2030" dont la mise en œuvre sans frein a dégradé le réseau historique dont fait partie notre EGD, le lycée français de Madrid. Cet opérateur public auquel nous sommes si attachés, qui garantit le cadre français dans lequel peut s'exprimer la politique d'excellence portée par les personnels détachés comme locaux, dont la vocation était d'assurer la continuité d'un enseignement français à l'étranger de qualité unifié est en train de se fissurer. Nous ne pouvons pas l'accepter localement !

Dans notre école, les personnels partagent avec les parents de nos élèves l'incapacité à pouvoir se projeter à échéance 2, 5, 10 ans. Ce besoin légitime de nous projeter passe par une nécessaire communication calme et efficace. Nous avons besoin

plus que jamais de ce dialogue. En effet, les parents qui ont fait le pari de la très petite section pour pouvoir offrir à leur enfant une scolarité dans le système français sans savoir s'ils pourront assumer le coût des 16 années jusqu'en terminale sont inquiets. Les enseignants ne peuvent désormais plus avoir la garantie de terminer leur carrière au LFM avec la menace d'un possible non renouvellement ou d'une suppression de poste comme s'en inquiètent les personnels d'autres secteurs. Ce n'est pas un climat scolaire serein.

Concrètement, les personnels sont solidaires de la revendication des parents quant à la ferme opposition à une garderie payante. Nous souhaitons réaffirmer publiquement, dans cette enceinte, notre opposition catégorique à toute transformation de la garderie Maternelle et Élémentaire en service payant. Une telle décision reviendrait à rompre la logique de solidarité éducative qui est au cœur du modèle AEFÉ, fragmenter les services en fonction des moyens des familles, et créer un précédent dangereux ouvrant la voie à une tarification accrue d'autres services, alourdir encore les charges financières dans un contexte d'augmentation des frais de scolarité. Nous demandons que cette option soit retirée des pistes de réflexion budgétaire.

Dans un établissement historique comme le lycée français de Madrid qui a fêté ses 140 ans lors d'un événement qui a rassemblé plusieurs générations d'anciens élèves et d'actuels, des enseignants, des personnels, des parents, il est impensable d'accepter une détérioration des conditions d'enseignement et d'accueil des élèves sans réagir, ensemble, dans un esprit constructif mais toujours en concertation. Nous en avons plus que jamais besoin, nous avons tous besoin d'être rassurés, besoin de vous faire confiance pour avancer dans cette direction.

**Les représentants des personnels CCOO et FSU associés aux associations de parents APA et ALI.**